



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Children's Rights Behind Bars

Rapport de recherche

* Belgique *

Mai – Septembre 2014





Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

LE VOLET INTERNATIONAL DE LA RECHERCHE



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

La prévalence de la norme de droit international à effet direct

Arrêt « Le Ski » de la Cour de cassation du 27 mai 1971:

« Lorsqu'un conflit existe entre une norme de droit interne et une norme de droit international qui a des effets directs dans l'ordre juridique interne, la règle établie par le traité doit prévaloir », cette prééminence résulte « de la nature même du droit international conventionnel ». (Jurisprudence constante)



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Des droits fondamentaux consacrés par des instruments juridiques contraignants – au niveau international

- Le Pacte international relatif aux **droits civils et politiques** ratifié par la Belgique le 21 avril 1983 ainsi que ses deux protocoles facultatifs
- Le Pacte international relatif aux **droits sociaux, économiques et culturels** ratifié par la Belgique le 21 avril 1983
- La **Convention Internationale des Droits de l'Enfant** (CIDE) ratifiée par la Belgique le 16 décembre 1991 ainsi que ses trois protocoles facultatifs
- La Convention contre la **Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants** ratifiée par la Belgique le 25 juin 1999



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Des droits fondamentaux consacrés par des instruments juridiques contraignants – au niveau régional

- La **Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales** (CEDH) ratifiée par la Belgique le 14 juin 1955
- La Belgique a ratifié 12 des 14 **protocoles additionnels à la CEDH**
- La Convention européenne pour la **prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains et dégradants** ratifiée le 23 juillet 1991
- La **Charte sociale européenne** révisée a été ratifiée le 2 mars 2004



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Des dispositions spécifiques aux droits des mineurs privés de liberté – l'Article 37 de la CIDE

« Les Etats parties veillent à ce que:

(a) **Nul enfant ne soit soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains, ou dégradants. »**

(b) Nul enfant ne soit privé de liberté de façon illégale ou arbitraire. L'arrestation, la détention ou l'emprisonnement de l'enfant doit être en conformité avec la loi, n'être **qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible;**

(c) Tout enfant privé de liberté soit **traité avec humanité** et avec le respect dû à la **dignité de la personne humaine ... »**



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Des dispositions spécifiques aux droits des mineurs privés de liberté – l'Article 40 de la CIDE

§1: « Les Etats parties reconnaissent à tout enfant suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale le droit à **un traitement qui soit de nature à favoriser son sens de la dignité** et de la valeur personnelle, qui renforce son respect pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales d'autrui, et qui tient compte de son âge ainsi que de la nécessité de **faciliter sa réintégration dans la société et de lui faire assumer un rôle constructif au sein de celle-ci.** »

Lignes directrices et standards internationaux

- Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le **traitement des détenus** de 1955
- Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice juvénile pour mineurs (« **Règles de Beijing** ») du 29 novembre 1985
- Ensemble de principes pour la **protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement** du 9 décembre 1988
- Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (« **Règles de la Havane** ») du 14 décembre 1990

Les organes de suivi de l'application des traités relatifs aux droits de l'Homme

- Les observations générales du **Comité des droits de l'enfant (CRC)**:
 - ✓ Observation générale n°5 (2003) – CRC/C/GC/5
 - ✓ Observation générale n°8 (2006) – CRC/C/GC/8
 - ✓ Observation générale n°10 (2007) – CRC/C/GC/10
- Les observations finales adressées à la Belgique par le **CRC**:
 - ✓ Observation finale du 20 juin 1995 – CRC/C/15/Add.38
 - ✓ Observation finale du 13 juin 2002 – CRC/C/15/Add.178
 - ✓ Observation finale du 18 juin 2010 – CRC/C/BEL/3-4

Les organes de suivi de l'application des traités relatifs aux droits de l'Homme

- Les observations générales du **Comité contre la torture (CAT)**:
 - ✓ Observation générale n°1 (1998) – A/53/44
 - ✓ Observation générale n°2 (2008) – CAT/C/GC/2
 - ✓ Observation générale n°3 (2012) – CRC/C/GC/3
- Les observations finales adressées à la Belgique par le **CAT** :
 - ✓ Observation finale du 23 juin 2003 – CAT/C/CR/30/6
 - ✓ Observation finale du 19 janvier 2009 – CAT/C/BEL/CO/2
 - ✓ Observation finale du 2 janvier 2014 – CAT/C/BEL/CO/3

Définitions

- **Privation de liberté** – Règle de la Havane des NU (II., 11,b)

« Toute forme de détention, d'emprisonnement ou le placement d'une personne dans un établissement public ou privé dont elle n'est pas autorisée à sortir à son gré, ordonnés par une autorité judiciaire, administrative ou autre. »

- **Enfant** – CIDE (article 1)

« Tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable. »

Définitions

- **Mécanisme de contrôle**

Tout organe qui procède à un **contrôle**, à une surveillance des lieux privés de liberté sur une base **régulière** par **des visites sur place**.

Organe dont l'**indépendance** est garantie par le fait de ne pas être placé sous la même autorité que les institutions privées de liberté ;

Organe responsable de la transmission d'un **rapport** comportant des **recommandations** aux autorités responsables.



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Les mécanismes internationaux de contrôle des lieux de privation de liberté

- **Le CPT**
- **Le Rapporteur spécial contre la torture**
- **La Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence à l'encontre des enfants**
- **Le SPT** (néanmoins la Belgique n'a toujours pas ratifié l'OPCAT)



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Définitions

- **Mécanisme de plainte**

Toute demande ou plainte formulée par un enfant privé de liberté à propos des **conditions**, du **traitement** et des **soins** qui lui sont prodigués, adressée aux organes internes qui ont la responsabilité de l'institution privative de liberté ainsi qu'aux organes externes indépendants (ex.: les médiateurs, institutions nationales des droits de l'homme, organes indépendants de surveillance des prisons, organes judiciaires -nationaux, régionaux ou internationaux-).

Ces mécanismes peuvent être **informels** (ex.: la médiation / généralement pour les plaintes mineures) ou **formels** (en cas de violations graves ou lorsque les mécanismes informels ont été épuisés).



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Les mécanismes internationaux de plaintes à la disposition des enfants

- La **Cour Européenne des Droits de l'Homme** (Article 34 de la CEDH)
- Le mécanisme de plaintes individuelles devant le Comité contre la torture (Article 22§1 de la Convention contre la torture)
- Le protocole de 1995 relatif à la **Charte sociale européenne** révisée, ratifié par la Belgique en 2003
- Le **Troisième Protocole facultatif à la CIDE** établissant une procédure de présentation de communication, ratifié par la Belgique le 30 mai 2014



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

LA RECHERCHE EN BELGIQUE

Objectifs de la recherche

- Etat des lieux (Existence ; Fonctionnement ; Effets)
 - Des **mécanismes de contrôle** relatifs aux différents lieux privés de libertés pour mineurs
 - Des **mécanismes de plaintes** accessibles aux enfants privés de liberté

Timing de la recherche

- Mai à septembre 2014
- Période transitoire / Communautarisation (1^{er} janvier 2015)



Défense des Enfants

DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Lieux visités en Fédération Wallonie-Bruxelles

- Centre Fédéral Fermé de Saint Hubert
Section « éducation » et Section « dessaisis »
- IPPJ de Braine le Château
- IPPJ de Saint Servais
- Unités Karibu et Kalima du CH J.Titeca
- + Cellules du bâtiment PORTALIS (Bruxelles)

- *Cellules – Commissariats (Zone de Bruxelles)*
- *Centres fermés pour étrangers*



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Lieux visités in het Vlaamse Gemeenschap

- Gesloten Federaal Centrum Tongeren
- GI De Hutten
- GI De Markt
- OPZ Geel

- *De Grubbe - Everberg*



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Lieux non visés par la recherche

- Sections ouvertes des IPPJ et GI
- Maisons de retour
- Prisons (enfants enfermés avec un parent détenu)



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Interviews

- 140 personnes dont ½ mineurs
- 2 comités consultatifs (francophone et néerlandophone)
- Majorité entretiens individuels semi-structurés
- Quelques focus groupes (avec des enfants)



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

LE RAPPORT





Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

4 Axes

1. Le cadre international

2. Le cadre national

- Cadre légal de la privation de liberté d'enfants en Belgique
- Lieux privés de liberté pour enfants en Belgique

3. Les mécanismes de contrôle et de plainte existants

- Fonctionnement
- Bonnes pratiques
- Obstacles / Difficultés

4. Les recommandations



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Lieux privés de liberté pour mineurs en Belgique

1. Les Institutions publiques de protection de la Jeunesse (IPPJ et GI)
2. Les (anciens) centres de placement provisoires
3. Les centres (fédéraux) fermés pour mineurs dessaisis
4. Les unités pour adolescents des hôpitaux psychiatriques
5. Les cellules des commissariats de police et des bâtiments de justice
6. Les centres fermés pour étrangers



Défense des Enfants

DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

LES MECANISMES DE CONTRÔLE ET DE PLAINTE EXISTANTS EN BELGIQUE

Contrôle

- Externe
- Indépendant et impartial
- Visites régulières
- Marge de manœuvre / Pouvoir d'investigations
- Interview avec les mineurs / Confidentialité
- Rapports / Recommandations / Suivi
- Collaboration / Coopération entre les organes



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Plaintes

- Garantie formelle
- Information / Langage accessible
- Procédure adaptée
- Droit d'être assisté
- Décision motivée
- Voie de recours
- Délai raisonnable
- Impartialité
- Confidentialité / Protection contre les représailles



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Constats suite à la recherche

- Multitude de mécanismes :
 - Complexité du système
 - *Accessibilité ? Efficacité ? Efficience ?*
- Système actuel ne garantit pas, à suffisance
 - La **prévention efficace** de la violation des droits de l'enfants
 - La **protection effective** des droits des enfants privés de liberté



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Du point de vue des jeunes

- **Contôle** = notion abstraite
→ les visites par des organes externes sont *rare*s
- **Plaintes** = notion concrète
→ MAIS *fatalisme* et *découragement* prévalent

« *Ça ne sert à rien ...* »



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Les Ombudsmen en Droit de l'Enfant

- **Le Délégué Général aux Droits de l'enfant**

Sous l'autorité du Gouvernement de la FW-B (*indépendance ?*)

- **Le Kinderrechtencommissaris**

Sous l'autorité du parlement flamand (*indépendance !*)

- ✓ Contrôle et traitement des plaintes
- ✓ Compétent à l'égard de tous les jeunes, peu importe le lieu de privation de liberté concerné



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Les Ombudsmen en Droit de l'Enfant

- ✓ Droit de visite illimité / Larges pouvoirs d'investigation
- ✓ Droit d'interpellation des autorités
- ✓ Rapports annuels / Thématiques + recommandations
- ✓ Collaborations, synergies, concertation
- ✓ Autorité morale forte / Confiance



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Les Ombudsmen en Droit de l'Enfant

- X Régularité des visites
- X Visites dans tous les lieux privés de liberté
- X Information dans tous les lieux privés de liberté
- X Méthode spécifique de suivi des recommandations

IPPJ - Contrôle

- Direction générale de la coordination des IPPJ (*contrôle interne*)
- DGDE (*contrôle externe*)

X Organe spécifique de contrôle externe indépendant

GI - Contrôle

- Zorginspectie (*contrôle interne*)
- KRC (*contrôle externe*)

✓ Project Commissie voor Bijzonder Toezicht



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

IPPJ - Plaintes

- **Direction et Administration compétente** (*interne*)
- **DGDE et Médiateur wallon** (*externe*)

X Information claire et complète

GI - Plaintes

- **Direction** (*interne*)
- **Jo-Lijn et Klachtenlijn du KRC** (*contrôle externe*)

✓ **Projet nieuw Klachtenbureau**



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Bonne pratique IPPJ

Recueil de la parole des jeunes = questionnaire

- ✓ Participation / Expression des jeunes
- ✗ Evaluation / Prise en compte



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Centres pour mineurs dessaisis – Contrôle externe

- **Conseil Central de surveillance pénitentiaire (CCSP)**
- **Commissions de surveillance (ST Hubert et Tongres)**
- ✓ Visites régulières des CS
- ✓ Pouvoirs d'investigation / Entretiens avec les jeunes
- ✗ Indépendance
- ✗ Moyens
- ✗ Effectivité du contrôle CCSP ?
- ✗ Continuité dans le cadre de la communautarisation ?



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Centres pour mineurs dessaisis – Plaintes

- **Commissions de surveillance (ST Hubert et Tongres)**

- ✓ Boîte aux lettres + interpellation lors des visites
- ✓ Concertation avec la direction
- ✓ Méthode pour éviter les représailles (St Hubert)
- X Commission des plaintes et Conseil d'appel
(Art. 21 et suivants, Loi de principes 2005) – Pas en vigueur
- X Pas de pouvoir de décision ni de contrainte



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Centres pour mineurs dessaisis – Contrôle informel

- **Services d'Aide aux détenus (SAD)**

- **Service Droits des Jeunes (SDJ)**

- ✓ Observateur de terrain

- ✓ Confiance des jeunes



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Centres pour mineurs dessaisis – Plaintes

- **La direction via fiches-messages**

- ✓ Pas de message / Pas de motivation
- ✓ Utilisation très fréquente par les jeunes
- ✗ Garanties



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Bonne pratique – St Hubert

- Brochure « Questions de Détention »

- ✓ Information complète
- ✓ Langage adapté
- ✓ Support permanent



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Unités pour adolescents – Hôpitaux psychiatriques : Contrôle

- Parquet, Juge jeunesse, Médecins inspecteurs (*externe*)
- DGDE / KRC (*externe*)

X Effectivité

X Organe spécifique de contrôle externe indépendant



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Unités pour adolescents – Hôpitaux psychiatriques : Plaintes

- **Direction** (*interne*)
- **DGDE / KRC** (*externe*)
 - X Information
 - X Effectivité
- **Médiatrice de la plate-forme pour la santé mentale**
 - ✓ Boîte aux lettres / Permanences
 - X Limitée au cadre de la loi sur les droits du patient
 - X Pas connue des jeunes



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Bonnes pratiques en milieu psychiatrique

- Tour de table lors de la réunion hebdomadaire
- Questionnaire d'évaluation post-isolement



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Cellules des commissariats et bâtiments de justice : Contrôle / Plaintes

- **Comité P** (*externe*)
- **AIG** (*externe*)

- X Indépendance / Impartialité (composition) ?
- X Pas de focus sur les mineurs (privés de liberté)
- X Accessibilité



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Centres fermés pour étrangers : Contrôle externe

- **ONGs accréditées / Groupe TRANSIT** (*externe*)

- ✓ Indépendance
- ✓ Visites régulières
- ✗ Pouvoir discrétionnaire OE accréditation
- ✗ Marge de manœuvre restreinte
- ✗ Reporting délicat



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Centres fermés pour étrangers : Contrôle externe et plainte

- **Centre Fédéral Migration (*externe*)**
 - ✓ Indépendance (service public fédéral autonome / INDH – b)
 - ✓ Droit de visite centres fermés et INAD
 - ✓ Large marge de manœuvre
 - ✓ Pouvoir de recommandation et d'interpellation
 - ✓ Traitement demandes individuelles
 - ✗ Pas de focus spécifique mineurs étrangers



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Centres fermés pour étrangers : Contrôle externe et plaintes

- **Médiateur fédéral**

- ✓ Indépendant et impartial
- ✓ Droit de visite
- ✓ Larges pouvoirs d'investigation
- ✓ Méthode de suivi des recommandations

- X Pouvoir d'initiative (sur demande du parlement)
- X Accessibilité pour les jeunes

- **DGDE / KRC**



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Centres fermés pour étrangers : Plaintes

- **Secrétariat permanent et Commission des plaintes**

- X Indépendance et impartialité
- X Champs d'application limité AR 2002
- X Accessibilité
- X Effectivité
- X Délai raisonnable



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

En général – Contrôle via droit de visite

- **Avocats**
- **Juges de la jeunesse**
 - X Effectivité
 - X Disponibilité
- **Parlementaires**
 - X Effectivité



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Recommandations - Contrôle

- *Contrôle externe indépendant ;*
- *Effectif, régulier et constructif ;*
- *Rapport public comportant des recommandations ;*
- *Suivi des recommandations ;*
- *Echanges de savoir et savoir-faire ;*



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

Recommandations – Plaintes

- *Voie de recours, interne et externe, effective*
- *Information à son arrivée, dans un langage adapté et bien compris ;*
- *Procédure accessible et adaptée ;*
- *Assistance pour faire valoir ses droits ;*
- *Suivi impartial, motivé, dans un délai raisonnable ;*
- *Voie de recours effective, accessible et adaptée*



Défense des Enfants
DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

MERCI POUR VOTRE ATTENTION.

